Vendredi 7 décembre 1979 — No 1183

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

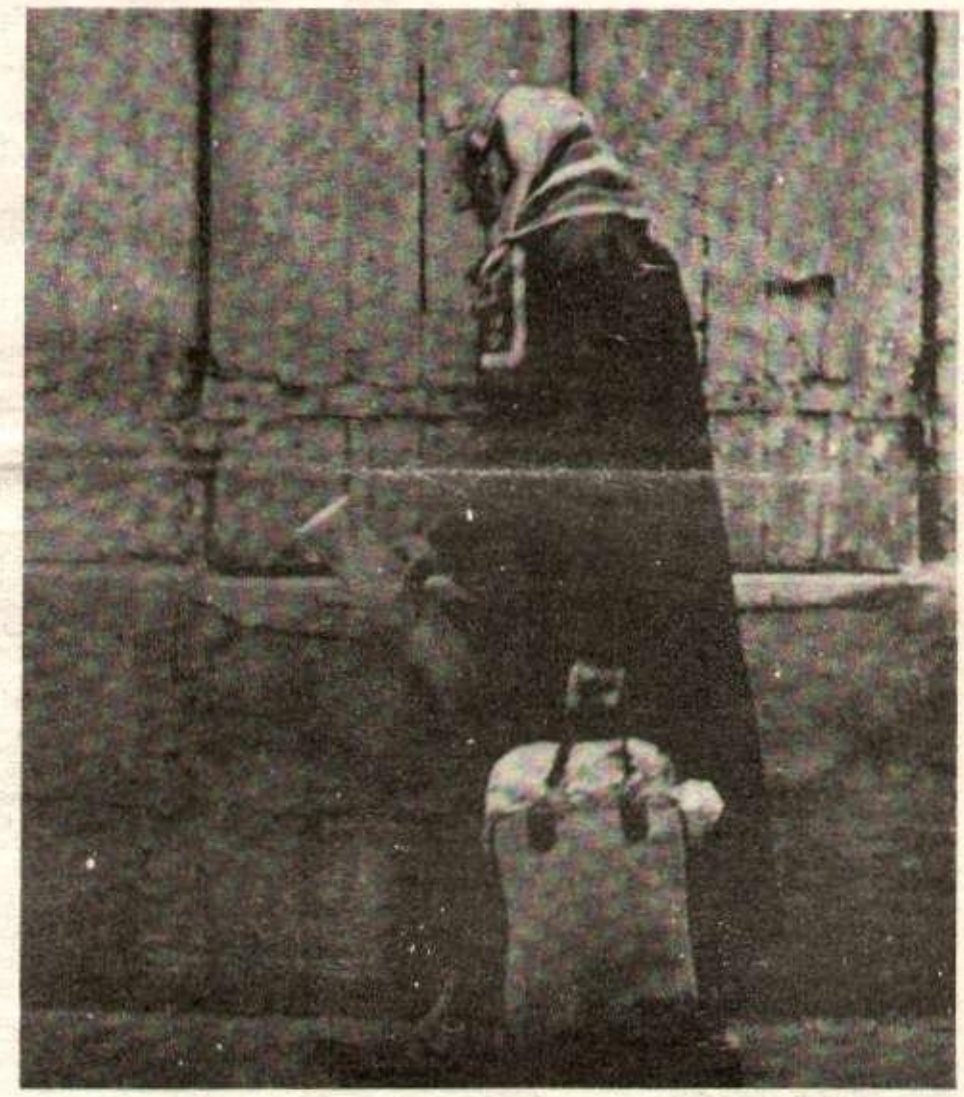
Lire en page 5

Interview du Père Cardonnel, délégué à la conférence de Stockholm sur le Cambodge

Barre rançonne les vieux travailleurs

Dernière attaque de Barre : l'obligation qui sera faite aux retraités gagnant 1 300F par mois de cotiser à l'assurance maladie.

Attaque inqualifiable lorsqu'on sait qu'il s'agit de vieux travailleurs usés par toute une vie d'exploitation



Voir page 3

Autoritarisme

POUR la deuxième fois, en quinze jours, le même scénario. Le premier ministre, comme il l'avait fait lors du vote du budget, engage la responsabilité du gouvernement en vertu de l'article 49 de la Constitution. Il s'agit du financement de la Sécurité sociale et de ce déficit que le gouvernement invoque pour opérer des ponctions sur le revenu des travailleurs.

Le gouvernement propose, en effet, la création d'une cotisation à l'assurance maladie pour les retraités du régime général, ex-salariés du commerce et de l'industrie.

Or, le RPR a déposé une motion visant à renvoyer la discussion en commission pour attendre la session de printemps. Session au cours de laquelle le RPR entendait proposer un autre projet de réforme de la Sécurité sociale, le projet Berger. Est-ce le souci des vieux travailleurs et de leur santé qui pousse les chiraquiens à refuser cette mesure ?

Assurément non, le projet Berger (du RPR) prévoit de supprimer les remboursements à 100 % et prend la défense des grosses entreprises qui ne payent pas leurs cotisations. Il s'agit plutôt d'une manœuvre politique qui entre dans l'application de la nouvelle tactique du RPR. Cela signifie la fin des grands « *coups de gueule* » de Chirac sans suite au Parlement.

Maintenant, on entend moins Chirac, mais beaucoup plus Claude Labbé, chef du groupe parlementaire RPR qui est devenu son conseiller. Le RPR semble vouloir se démarquer au maximum du gouvernement dans l'espoir d'arriver dégagé de toute responsabilité aux élections présidentielles de 1981. L'objectif est aussi de créer des difficultés au gouvernement Barre afin qu'il apparaisse isolé, sans toutefois le renverser. Parallèlement, les partis de gauche votent chacun de leur côté une motion de censure.

Cela signifie concrètement un renforcement de l'autoritarisme de Barre et de Giscard. Si par le passé ils pouvaient, pour légitimer leurs budgets d'austérité, leurs mesures antipopulaires, se retrancher derrière le vote du Parlement, ils ne peuvent même plus le faire. Et Giscard d'Estaing qui se gargarise en permanence de démocratie, de libéralisme, fait passer ses lois contre le Parlement. Ainsi apparait clairement le fait que les monopoles ne s'embarrassent pas de manières pour appliquer leur politique de misère. On savait déjà que les grandes décisions étaient prises dans les conseils d'administration et les cabinets ministériels. Voilà qui devient clair maintenant. Ainsi le gouvernement applique des textes aussi importants que la loi de finance et celle sur le financement de la Sécurité sociale malgré le Parlement. On peut être sûr qu'il fera de même pour la Convention européenne qui met fin au droit d'asile politique dans les neuf pays d'Europe et qui, signée par le gouvernement, risque bien d'être appliquée. L'autoritarisme se renforce.

Léon CLADEL

GISCARD ET LES DIAMANTS

Tout ce qui brille n'est pas or !

CATEGORIQUE et méprisant, disait-il l'autrre soir alors qu'il monologuait pour nous en compagnie de trois journalistes. Sans doute Giscard devra-t-il trouver autre chose que ce démenti qui n'en était pas un pour clore « l'affaire des diamants ». En effet, alors que certains s'étaient empressés de considérer comme « point final » de l'affaire la phrase embarrassée de Giscard portant sur la valeur des cadeaux reçus en 1973 par le ministre français des finances, de la main du président à vie, Bokassa, le *Canard enchaîné* s'est chargé (dans son édition du 5 décembre), de faire rebondir « l'affaire ».

1) Elu président de la République, Giscard aurait dès 1974, continué à bénéficier des libéralités de son parent centrafricain. Plus précisément, il s'agit d'une autre plaquette de diamants que Bokassa lui aurait remise lors du séjour qu'il effectua en France en septembre 1974 (cf. l'Humanité rouge du 6 décembre 1979).

2) Toujours aucune trace de ces diamants dans les maigres donnations du couple présidentiel aux musées nationaux (celles-ci sont dûment répertoriées dans une publication officielle), ni ailleurs.

Toutefois, peu de temps avant son intervention télévisée, Giscard faisait preuve d'une générosité peu coutumière en se délestant de quelques colliers de pépites et autres colifichets au profit d'une œuvre missionnaire opérant en Afrique.

3) Il se confirme que le hold-up pratiqué sur les archives centrafricaines à l'occasion du renversement de Bokassa avait parmi ses objectifs celui de soustraire à la curiosité des traces écrites de l'étroitesse de lien unissant Giscard et Bokassa. Le hold-up n'apparait d'ailleurs pas comme un succès complet comme en attestent les différents fac-similés reproduits par le *Canard enchaîné* depuis le 10 octobre. La programmation des débats parlementaires prévoit pour la mi-décembre une discussion autour de la politique africaine de Giscard. Si celle-ci doit avoir lieu, — on s'attend en effet à des manœuvres élyséennes pour repousser ce débat à la session de printemps — peut-être reparlera-t-on d'une commission parlementaire d'enquête sur l'affaire de Centrafrique. On se souvient qu'à la suite de l'intervention française en Centrafrique et de la révélation de l'affaire des diamants, le Parti socialiste avait légitimement exigé la mise en route d'une telle procédure. La position du pouvoir à ce sujet est connue : de la même façon qu'il n'y a pas d'affaire Boulin, il n'y a pas d'affaire des diamants.

Cependant, ni la méthode Coué dont use le gouvernement pour se convaincre de sa probité, ni le mépris aristocratique du président ne sont susceptibles de mettre un point final à l'affaire. D'autant que d'autres se chargeront certainement d'en alimenter le dossier.

Pierre MARCEAU

LE PORTUGAL AU LENDEMAIN DES LEGISLATIVES

L'échec du Parti socialiste

Pour Mario Soares, principal dirigeant du PS, *« perdre une bataille, ce n'est pas perdre la guerre »*. Certes, mais cela soulève tout de même un certain nombre de questions dont on peut avoir un premier aperçu.

BIEN que le PS reste le premier parti en pourcentage électoral et que son groupe parlementaire soit aussi important que celui de Sa Carneiro (PSD), quelques chiffres sont à signaler : le PS recule d'environ 11 % à Lisbonne, dans sa ceinture industrielle, à Setubal... donc dans la classe ouvrière et les couches populaires. De même, il perd 10 % de ses voix dans la région de réforme agraire, l'Alentejo (au Sud du pays), donc dans la paysannerie.

DES CONSEQUENCES

Ces chiffres indiquent qu'il y a un mécontentement des couches ouvrières et populaires vis-à-vis des résultats de la politique que Mario Soares a appliqué. Cette politique a consisté à leur faire payer le poids de la crise. Or, le PS portugais a de l'influence dans la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et la petite bourgeoisie.

Les couches moyennes ont également été touchées et ont eu tendance à se tourner vers la droite. Une autre conséquence pour le PS, c'est que le rapport de force avec le PCP (le plus pro-soviétique des partis révisionnistes occidentaux) n'est plus le même. En effet la différence du point de vue électoral a sensiblement diminué : PS 27,8 %, PCP (plus MDP) 19 % (contre respectivement en 1976 : 34,8 % et 14,6 %) ; soit un rapport aujourd'hui sensiblement égal à celui qui existe en France.

Quant à l'influence directe, notamment dans les syndicats, celle du PS ne fait pas le poids par rapport au du PCP qui, lui, s'est appuyé surtout sur l'intersyndicale qu'il dirige. Le PCP y a même renforcé son influence ces deux, trois dernières années, après avoir subi un sévère recul, consécutif à sa tentative de putsch en novembre 1975.

Si l'Union générale des travailleurs (UGT), est principalement contrôlée par le PS, on y trouve aussi le PSD de Sa Carneiro (principale formation de *« l'Alliance démocratique »*). Le PSD y occupe des postes-clefs et à la faveur des résultats des dernières élections, il pourrait y renforcer son influence.

Il faut voir aussi que le PS portugais n'a pas du tout la même « capacité » de « manipuler » les masses comme peut le faire le Parti travailliste en Grande-Bretagne qui dirige directement le syndicat unique et de collaboration de classe : les trade-unions.

DES MULTIPLES RAISONS AU RECUL

Après la période agitée de 1975 le PS a pu apparaître comme *« la seule option démocratique viable »* aux yeux de la bourgeoisie.

La droite, quant à elle, opère aussi un retour et Soares, finira par s'appuyer sur elle durant l'année 1978. Des épurations ont lieu dans l'armée contre des éléments qui ont été actifs dans le mouvement du 25 avril 1974.

Le PS au pouvoir mène en parole une politique de gauche mais différente dans la pratique. Il est traversé par des contradictions qui amènent des scissions à la fois sur sa droite et sur sa gauche. Début 1978, il trempe dans des scandales. Mais pour comprendre le pourquoi de son échec, il y a tout un ensemble de facteurs qui sont des éléments de réflexion.

Lors de la dernière campagne des législatives, le PS a cherché à la fois à battre le rappel des voix à gauche comme à droite, pour former un bloc centriste. Il demandait de lui faire confiance ! Ce qu'il proposait, c'est de rester seul au pouvoir, quitte à passer des accords avec des formations de droite ou de gauche pour faire approuver les lois qu'il voulait faire passer !

Or, parmi les facteurs qui ont conduit à sa chute, il y a une certaine « usure du pouvoir ». Pendant deux ans, c'est lui qui a fait passer la politique d'austérité. Il s'est même allié, en 1978, avec le CDS qui comprend des patrons de l'époque de la dictature de Salazar et des nostalgiques du fascisme.

Il faut dire aussi qu'en février 1978, il a subi de sévères pressions internationales et notamment du Fonds monétaire international (FMI). Le FMI a exigé du gouvernement portugais un plan d'austérité draconien. C'était la condition pour que le gouvernement portugais obtienne de lui le prêt de 750 millions de dollars qu'il estimait nécessaire. Alors, Soares a expliqué que *« l'austérité était indispensable »*. Il déclarait : *« Nous essaierons d'appliquer les lois sans faire appel à la force publique. Mais nous ne permettrons pas que les tensions sociales se transforment en violence »*.

Aujourd'hui, il est d'ailleurs accusé d'avoir été le premier à commencer à brader la réforme agraire, alors qu'il était seul au pouvoir (en 1977). C'est le gouvernement PS qui a fait envoyer la Garde nationale républicaine sur les paysans. Il paie aujourd'hui sa politique antipopulaire qui se traduit par la lourde perte de voix dans la région (10 %).

En juillet 1978, empêtré dans ses contradictions, Soares est contraint de démissionner. Ensuite, se présentant toujours comme un parti de gouvernement, il ne propose aucune solution à la crise gouvernementale qui dure depuis 18 mois.

Il nous faudra d'ailleurs revenir prochainement sur cette question de la réforme agraire et plus en profondeur sur la politique économique menée par le PS portugais.

Claude LEBRUN.

21 navires et 135 chasseurs menacent l'Iran

APRES le vote de la résolution de l'ONU demandant la libération immédiate du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, les étudiants qui occupent cette ambassade ont rejeté cette demande, affirmant que les détenus seraient jugés pour espionnage. Ils ont également affirmé que la décision de l'ONU avait été prise sous la pression des USA. Rappelons que l'analyse et la tactique des étudiants islamiques a été vivement contestée par le ministre de l'Economie, Bani Sadr, qui estime que la poursuite de l'épreuve de force ne peut qu'isoler l'Iran et, à terme, faire le jeu des USA.

Sur l'éventualité d'un départ du Shah des USA, le gouvernement américain semble avoir durci sa position : le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que les USA permettraient au Shah de rester sur le territoire américain tant qu'il n'aurait pas trouvé un refuge ailleurs. En même temps, le Pentagone a révélé que désormais, 21 navires américains, parmi lesquels les porte-avions Kitty Hawk et Midway sont dans la mer d'Arabie, à 24 heures du détroit d'Ormuz. Cette flotte sert de base à 135 chasseurs qui menacent directement le territoire iranien. L'armada américaine dans cette région est étroitement surveillée par des avions soviétiques qui effectuent des vols de reconnaissance.

A Téhéran, le gouvernement iranien annonce une nouvelle mesure de mobilisation destinée à défendre le territoire contre une intervention américaine : le rappel de plusieurs milliers de réservistes.

ZIMBABWE

«Sans accord avec le Front, la guerre continue»

REPONDANT aux menaces britanniques de conclusion d'un accord séparé avec le régime fantoche de Muzorewa, les dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe, Nkomo et Mugabe ont donné une conférence de presse mardi 4 décembre. Ils ont déclaré qu'en voulant imposer un ultimatum sur la question du cessez-le-feu, le ministre britannique Carrington adoptait *« une méthode malhonnête et frauduleuse »*.

Ils ont accusé la Grande Bretagne et Muzorewa de préparer la voie à une intervention massive de l'Afrique du Sud au Zimbabwe. Les deux dirigeants du Front patriotique affirment dans un communiqué commun : *« Un cessez-le-feu n'est pas possible sans la participation active du Front patriotique. Le Front patriotique est prêt, et déterminé à aboutir à une paix authentique. »*

COMMUNIQUE MILITAIRE DE LA ZANU

D'après un communiqué militaire de la ZANLA (Armée de libération de la ZANU publié le 30 novembre, les forces de libération ont anéanti, au cours du 3e trimestre, environ 1 000 soldats ennemis, abattu neuf avions, détruit trois tanks et de nombreux véhicules militaires.

Le communiqué de l'armée de libération indique également que, ces dernières semaines, le régime rhodésien a tenté de lancer une grande offensive contre les provinces de l'Est et du Nord-Est pour reprendre les zones libérées. La ZANLA a victorieusement résisté à ces attaques, a anéanti de nombreux ennemis, détruit, de grandes quantités de matériel et a saboté les communications ferroviaires et routières de l'ennemi en coopérant avec les milices populaires.

COREE DU SUD

Répression d'un meeting de l'opposition démocratique

A LA veille de l'élection du successeur du dictateur Park Chung Hee, assassiné le 26 octobre dernier, on apprend que l'armée de Corée du Sud a arrêté une centaine de membres de l'opposition démocratique qui tenaient une réunion semi-clandestine, le 24 novembre, dans les locaux d'une association religieuse. Plusieurs d'entre eux ont été brutalisés et blessés par l'armée du régime fasciste. Les participants à cette réunion, qui incluait des représentants du mouvement étudiant et d'autres organisations démocratiques, demandaient que le président de la République soit élu au suffrage universel. Ils dénonçaient la prise du pouvoir par Choi Kyu Hah, unique candidat aux élections, *« comme un défi évident à la démocratie et une tentative pour étendre les pouvoirs de la dictature »*.

RETRAIT DES FORCES SOVIETIQUES D'ALLEMAGNE DE L'EST

Une manoeuvre de propagande

LA réunion des ministres des affaires étrangères du Pacte de Varsovie, mercredi 5 décembre a coincidé vec une cérémonie marquant le départ d'une division blindée soviétique d'Allemagne de l'Est. Il s'agit du retrait annoncé par Brejnev le 6 octobre et destinée à faire pression sur is gouvernements occidentaux, à l'approche de la réunion de l'OTAN qui doit prendre une décision au sujet de la modernisation des missiles américains en Europe.

Rappelons que la décision de retrait soviétique concerne 1 000 chars et 20 000 hommes sur 10 000 blindés et 530 000 soldats soviétiques. C'est une mesure illusoire qui ne remet pas en cause l'accroissement du potentiel militaire soviétique en Europe qui accompagne son offensive dans le tiers monde. Il s'agit d'une manœuvre de propagande, coincidant avec des menaces précises contre les pays européens s'ils acceptaient une modernisation des missiles. L'agence Tass écrivait mardi 4 décembre : *« Peut-on vraiment penser que dans l'éventualité d'une décision aussi dangereuse de l'OTAN, l'URSS resterait indéfférente, sans accroître son armement ? Elle serait contrainte de prendre les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité et celle de ses alliés du Pacte de Varsovie »*.

Les présidentielles américaines et la crise iranienne

MARDI 4 novembre, Carter a solennellement annoncé sa décision (attendue) d'être à nouveau candidat aux présidentielles de 1980. Il a choisi un moment où, grâce à la crise iranienne, un climat d'unité nationale est apparu provisoirement dans l'opinion publique ce qui a fait remonter sa cote dans les sondages. Le président américain a affirmé : *« Ces trois derniers années, les USA ont commencé à avancer dans une direction nouvelle, avec une meilleure orientation »*. Il n'a pas précisé laquelle... Modeste, il a ajouté : *« J'ai commis quelques erreurs, et j'en ai tiré les leçons »*.

Son rival, Kennedy, se plaçant à contre-courant de la campagne actuelle, a déclaré que le régime du Shah avait été *« l'un des plus violents dans l'histoire de l'humanité »*. Il s'est ainsi attiré les foudres de la Maison blanche et des candidats républicains à la présidence, qui l'ont accusé de *« mettre en danger la vie des otages »*. Le *Washington Post* a, de plus, souligné l'hypocrisie du troisième Kennedy qui, comme toutes les personnalités politiques américaines, avait d'excellentes relations avec le Shah quand celui-ci était au pouvoir...

SAFT-ALES

Les femmes de grévistes passent à l'offensive

EN grève depuis le 10 octobre, les travailleurs de la SAFT continuent seuls après la reprise du travail par ceux de l'Alsthom, le 26 novembre. Et pour cause : les patrons de cette filiale Alsthom à 85 % refusent de leur accorder les acquis de la grève de l'Alsthom. 59e jour de grève aujourd'hui, ce n'est pas rien. Des négociations qui avancent peu, une situation difficile, la lutte sans celle de tout le trust est plus isolée, moins commentée par les média.

On pourrait s'attendre à du découragement de la part de ceux de Tamaris, il n'en est rien, au contraire ! Après les dernières actions des femmes de grévistes.

Vendredi 30 novembre, les femmes de grévistes ont, une nouvelle fois, demandé à rencontrer la direction. Et comme le patron tardait à répondre, elles ont envahi le bureau et le couloir du directeur. Les cadres, toujours aussi courageux, se sont vite enfermés dans leurs bureaux. Quant au directeur, blanc comme un linge, il s'est entendu dire ses quatre vérités ! Il a vite promis qu'il y aurait des négociations lundi 3 décembre. C'est pourquoi, depuis ce jour, les femmes des grévistes assistent aux assemblées générales pour s'informer de plus près des résultats des négociations.

Le patron a tout de même lâché sur le 13e mois qu'il a accordé selon les modalités du trust Althom et sur les congés d'ancienneté qu'il accorde selon ce que demandent les grévistes, c'est-à-dire un jour de congé d'ancienneté pour 15 ans, 2 jours pour 20 ans, 3 jours pour 25 ans et 4 jours pour 30 ans d'ancienneté. D'autre part, deux jours de congés sont accordés pour les gardes d'enfants malades de moins de 10 ans. Et aussi un jour de congé supplémentaire pour l'année 1980. Mais la direction se refuse à aborder le paiement de l'heure et demie qu'elle a supprimée et, d'autre part, n'accorde que de 15 à 30 F d'augmentation au lieu des 70 F demandés par les grévistes.

C'est pour exprimer leur mécontentement et leur solidarité que plus de 60 femmes de grévistes, de tous les âges, ont formé, mardi 4 décembre, un réel piquet de grève à l'entrée de l'usine. Et les 25 cadres qui n'ont pu rentrer s'en sont retournés fort piteux. Dans de nombreux foyers, c'est la femme qui tient les cordons de la bourse, comme ondit, et le patron comptait sans doute que celles-ci allaient faire pression sur leurs maris. En effet, elles ont fait pression sur leurs maris, mais pas dans le sens où l'attendait le directeur. Ce piquet de grève des femmes de grévistes est une gifle cinglante que vient de recevoir ce monsieur. Pour les ouvriers, ce soutien, venu de l'intérieur même du camp des grévistes, est un encouragement chaleureux à la poursuite de la grève. Encouragement aussi, la dernière action des femmes qui, mercredi 5 décembre au matin, ont rencontré, avec l'intersyndicale, le sous-préfet afin qu'il fasse pression sur la direction.

Celle-ci vient encore de subir un échec — et de taille. Ces jours-ci, elle avait fait courir les bruits suivants : c'est l'intersyndicale qui bloque tout, les ouvriers voudraient bien reprendre, etc. Mais voici le résultat du vote à bulletins secrets qui a eu lieu samedi 1er décembre : 719 inscrits et 607 exprimés. Pour la continuation de la grève, 533 ; pour l'arrêt, 74, soit 87,3 % pour la poursuite de la grève. Et ceci, ne l'oublions pas au 54e jour de grève.

Un tel combat exemplaire doit être soutenu fermement. C'et pourquoi la solidarité financière ne doit pas cesser.

Pout toute correspondance, écrire à :

Intersyndicale CGT-CFDT
de la SAFT-Tamaris
30100 — Alès

La Sécurité sociale derrière les Barrot !

LE gouvernement est déterminé à faire passer coûte que coûte ses mesures concernant la Sécurité sociale. La dernière preuve, on la trouve dans le fait que Barre ait fait appel à la responsabilité du gouvernement, mardi 4 décembre à l'Assemblée nationale : ainsi de fait *tous* les retraités sont obligés de cotiser à l'assurance-maladie. Cette opération « regonfler les fonds de la Sécurité sociale » *ne se* die. Cette opération « *regonfler les fonds de la Sécurité sociale* » ne se limite pas à cet impôt sur les retraités, c'est aussi l'augmentation de 1 % au 1er janvier 1979, de 1 % au 1er juillet 1979, de 1 % au 1er janvier 1980 des cotisations à l'assurance-maladie pour l'ensemble des salariés.

C'est également l'enveloppe globale qui limite les crédits de fonctionnement des hôpitaux, précipitant certains centres hospitaliers dans des situations dramatiques (retard dans les opérations de cardiaques à Marseille, limitation de transfusions sanguines à Lille, etc).

C'est aussi la limitation des prescriptions des médecins qui, s'ils distribuent « trop généreusement » des congés-maladies à leurs patients, verraient leurs honoraires diminuer et pourraient même être déconventionnés (*).

Le gouvernement invoque plusieurs arguments pour justifier de telles mesures, arguments qui se fondent sur une pseudo-base matérielle : « *Déficit* », « *surconsommation médicale* », « *nombre de lits en structures hospitalières en trop* », « *aides trop importantes aux vieillards, aux familles, aux retraités* », etc.

Le gouvernement fait appel également à l'esprit de solidarité entre tous les Français (apprécions au passage la xénophobie de la formulation qui exclut tous les travailleurs non-Français !) expliquant que son but est d'améliorer les conditions de vie quotidienne des gens, comme le déclarait Giscard dans un de ses discours : « *Les difficultés économiques et financières justifient que les liens de solidarité soient effectivement resserrés entre les Français, au bénéfice d'abord des personnes âgées, et que des moyens nouveaux soient mis en œuvre pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités sociales* ».

Non, le but que s'est fixé le gouvernement n'est pas de réduire les inégalités, mais au contraire sa politique ne fait que les accentuer. Améliorer les conditions de vie, ce n'est pas imposer une cotisation aux retraités, ce n'est pas obliger la Fondation pour la recherche médicale à mendier des fonds, ce n'est pas réduire les handicapés, comme M. Genetay, à la misère, ce n'est pas contraindre les travailleurs du centre hospitalier de la Côte basque à lutter pour obtenir du ministère la création de nouveaux services.

Nathalie VILLOTIERS

* Déconventionnement : la Sécurité sociale ne rembourse plus les honoraires des médecins.

GROUPES FEMMES DE MIRIBEL (AIN)

La lutte se poursuit pour le droit à l'avortement et à la contraception

JEUDI 29 novembre, alors que la loi Veil était encore en cours de discussion à l'assemblée nationale, le groupe femmes de Miribel organisait un débat autour du film « Le Juste droit ».

N'ayant pas les moyens de financer le film qui coûtait très cher, nous avons décidé de faire appel aux organisations politiques et de masse locales pour nous soutenir.

Le soir même, nous pouvions mentionner, d'ores et déjà, publiquement le soutien de l'Union laïque de Miribel, du Parti socialiste unifié et de la cellule Jules Vallès du Parti communiste marxiste-léniniste, les autres organisations contactées n'ayant encore pas pu se concerter pour donner une réponse.

Nous nous devons également de remercier certaines personnes pour l'aide qu'elles nous ont apportée sur un plan pratique, nous évitant par là des dépenses financières importantes.

Il est important pour nous de mentionner ces différents soutiens car ces organisations nous ont prouvé par là qu'elles soutiennent le mouvement des femmes non seulement en parole, mais aussi dans les actes.

Cette soirée a donc réuni une cinquantaine de personnes de tous âges et de tous sexes et nous pouvons dire que c'est un succès, cela prouve que le problème de l'avortement ne laisse pas les gens indifférents.

En ce qui concerne le film, certains cinéphiles ont regretté qu'il ne soit pas de très bonne qualité mais est-ce là l'important ? Car pour nous il s'agissait bien avant tout d'engager un débat sur le probleme, le film n'étant qu'un support. Il ne faut pas oublier qu'il a le mérite de traiter d'un sujet encore proscrit il y a cinq ans et si cette chose est possible aujourd'hui, c'est grâce à la lutte des femmes. Cela nous l'avons dit et redit au cours du débat. Il est vrai que nous prêchions un peu à un public convaincu, les partisans de « Laissez-les-vivre » sur Miribel n'ont pas osé montrer le bout de leur nez. Beaucoup de gens se sont informés et nos panneaux, confectionnés à l'occasion de la foire ou nous tenions un stand ont été lus et commentés. Certains problèmes ont été abordés et entre autres le pouvoir des médecins, le droit de décider pour les femmes, les travailleurs immigrés pour lesquels les lois racistes Barre-Bonnet vont être votées prochainement.

Comment ne pas citer également le témoignage de ces femmes d'une cinquantaine d'années qui nous ont parlé de ce qu'elles avaient vécu dans leur jeunesse, cette angoisse permanente, cette injustice qu'elles ressentaient et qu'elles souhaitent que nous ne vivions plus jamais.

Aujourd'hui, nous connaissons les résultats du vote. Un succès ? Nous disons NON. Car bien que la manœuvre de Debré qui tendait à ne reconduire la loi que pour deux ans ait été déjouée, il n'en reste pas moins que rien n'a progressé :

— Quant au droit à l'avortement pour les mineures et les immigrées.

— Quant au remboursement par la Sécurité sociale.

— Quant à la clause de conscience : nous verrons donc toujours des chefs de service interdire les IVG dans leurs hôpitaux.

— Quant aux moyens financiers donnés pour le fonctionnement des centres d'orthogénie.

— Quant aux sanctions prises contre les médecins qui pratiqueront l'IVG en dehors du cadre de la loi, puisque l'amende a doublé. De plus, le délai de réflexion passant de 8 à 10 jours, alors que le délai maximum de grossesse reste à 10 semaines, la course à la montre pour les femmes concernées sera encore plus dure.

Parce que le droit des femmes n'est toujours pas reconnu.

Nous devons renforcer les rangs : le combat continue.

Groupe femmes Miribel

Cambodge

AU Cambodge, les forces patriotiques de résistance à l'invasion vietnamienne ont entrepris un vaste travail de diffusion du texte de la résolution de l'ONU demandant le retrait immédiat et total des troupes vietnamiennes du Cambodge. Ce texte a été envoyé aux soldats vietnamiens sous forme de tracts pour les appeler à déserter. D'autre part, la radio du Kampuchea démocratique signale une manifestation de 300 Cambodgiens — employés et soldats du régime fantoche — contre l'occupation, devant le quartier général de l'armée vietnamienne à Svay Rieng, le 15 novembre. Des manifestations semblables avaient eu lieu dans d'autres villes.

Tchécoslovaquie : mort de Frantisek Kriegel

FRANTISEK Kriegel, ancien dirigeant du Parti et du gouvernement tchécoslovaque jusqu'en 1968, est mort à Prague le 3 décembre. Il avait été un défenseur déterminé de l'indépendance de son pays : en août 1968, le seul des dirigeants de son époque à refuser de signer sous la contrainte un document acceptant l'occupation des troupes russes. Démis de toutes ses fonctions et persécuté par le nouveau régime, il avait été un des premiers signataires de la Charte 77. Le régime actuel a interdit tout cérémonie publique, pour ses funérailles.

Massey-Fergusson Marquette (Nord)

DEPUIS le 27 novembre, les soudeurs de Massey-Fergusson à Marquette sont en grève appuyés par les syndicats CGT-CFDT et FO. Ils réclament : une augmentation du salaire horaire, le relèvement de la prime de poste, la réduction du temps de travail, la qualification P1 pour tous ceux qui font le même travail et une heure mensuelle d'information payée.

Cette grève touche pour l'instant essentiellement les soudeurs de l'usine 1 mais des soudeurs des usines 2 et 3 ont eux aussi débrayé.

Une lutte à populariser auprès des travailleurs des autres usines du trust.

Le 3e coup frappe pour les travailleurs de l'AOIP le week-end dernier

Il s'agissait pour les 1 500 sociétaires de cette plus grosse coopérative de production du monde (4 500 salariés) de se prononcer sur l'avenir de l'entreprise. En effet, suite à l'accélération du programme d'automatisation des centraux téléphoniques par le gouvernement en 1975, l'AOIP connaissait des difficultés pour se reconvertir. C'est ce moment-là qui fut choisi par l'Etat et les trusts Thomson et CGE pour éliminer l'AOIP du marché de la téléphonie. (15 % des centraux) et se partager les parties les plus rentables. Un plan de démantellement soigneusement concocté dans les couloirs de l'administration qui ne prévoyait pas de licenciements sur le papier (!) était rendue public au mois d'octobre.

Cependant les promesses officielles de garantie d'emploi et des avantages acquis ne trompaient guère une grande partie des travailleurs qui de plus ne tenaient pas particulièrement à être dévorés par Thomson et Cit Alcatel dont la politique rétrograde est bien connue. Il y a eu dès le début de l'année 1979 un mouvement de lutte. Toutes les entreprises de l'AOIP (deux en Bretagne avec Guingamp et Morlaix, une à Ivry, une à Paris et une à Béziers), manifestèrent leur inquiétude puis leur opposition à cette attaque. Toutefois l'administration joua le secret des cabinets et les divisions naturelles de la coopérative. Elle fit ainsi la sourde oreille aux demandes de négociation et installa un parking au ministère des PTT pour y laisser s'épuiser les nombreuses manifestations appelées par les syndicats.

LA QUESTION DES DIVISIONS

C'est que les divisions sont assez fortes dans la coopérative dont la tradition fourriériste a plutôt été un frein à la conscience de classe notamment le formidable accroissement du personnel dans les années 70 a produit une nette distinction entre les sociétaires (1/3 du personnel) consacrant 5% de leur salaire chaque mois à l'accroissement du capital de l'entreprise, et la majorité des autres salariés pour lesquels la coopérative ne présente guère de différence avec une entreprise capitaliste hormi les avantages de retraite et d'emploi. En outre, l'extension géographique de l'AOIP en Bretagne et dans le Sud de la France a distendu les liens entre le pouvoir de décision et le travail productif, ce dernier étant plutôt concentré en province où se trouvent les salaires les plus bas.

LES PROBLEMES DE LA LUTTE

L'absence de résultat des luttes engagées dès 1978, leur éparpillement et les moyens trop classiques compte tenu de l'intransigeance gouvernementale ont conduit à faire éclater l'unité dans l'entreprise entre la province et Paris entre les sociétaires et les non sociétaires.

Dans le même temps, les organisations syndicales (essentiellement la CGT) connaissaient une brusque perte de confiance. On vit même se constituer un groupe de sociétaires très hétérogène durant le mois d'octobre, sorte de conglomérat d'idées réformistes et de méfiance vis-à-vis des syndicats. Aussi, alors même qu'existe une majorité d'opposition à l'actuel plan de démantèlement, les travailleurs de l'AOIP avaient les bras attachés. Une majorité se prononça à Paris contre une occupation de l'usine voici trois semaines et cela à deux reprises, alors que dans le même temps, 400 d'entre eux allèrent bloquer le périphérique montrant par là qu'ils n'étaient pas prêts à accepter le plan de démantèlement.

l'ASSEMBLEE GENERALE DES SOCIETAIRES

En province, on attendait la mise en place du plan. Bien convaincus de l'absence de garanties de ce plan malgré tout meilleur qu'un dépôt de bilan dont les conséquences auraient été plus désastreuses encore. Or voici que le week-end dernier, l'accord entre l'AOIP Cit Alcatel et Thomson CSF n'a pas été approuvé à la majorité légale des 2/3 des sociétaires. Dans une atmosphère houleuse, le plan n'a recueilli que 791 voix, 667 sociétaires ayant voté contre. Mieux encore, le contre-plan proposé par des sociétaires a recueilli lui la majorité de 812 voix.

Au comble de la confusion, le conseil d'administration a alors démissionné, suivi de l'élection d'un nouveau conseil présidé par un responsable du groupe des sociétaires. Que va-t-il se passer maintenant ? L'assemblée générale à Paris lundi matin a montré que c'est l'expectative qui domine à Paris.

Là où les sociétaires sont en majorité, on attend de voir ce que va proposer la nouvelle direction et comment va réagir le gouvernement. Vat-il laisser pourrir, refuser de négocier ou provoquer un dépôt de bilan ? En tout cas, il ressort que la CGT (à dominance PCF) qui a voulu jouer sur tous les tableaux à la fois, n'est plus suivie. A Evry, la nouvelle semble plutôt avoir remobilisé le personnel en majorité ouvrier qui compte bien redémarrer la lutte. Mais l'unité avec la province qui est nécessaire est loin d'être faite.

Alors que les sociétaires de province ont voté en majorité pour le plan de l'administration, dans l'absence d'alternative, la nouvelle situation va-t-elle être l'occasion de redémarrer la lutte ? En tout cas, rien ne pourra plus être comme avant. Le corporatisme des sociétaires ne s'est renforcé en réalité que devant l'incapacité des syndicats et particulièrement la CGT, à assurer une véritable démocratie ouvrière pour la prise des décisions et la proposition d'actions payantes dès le début. Ce bilan sévère se double du rejet par de nombreux travailleurs de la façon dont le PCF a voulu à tout prix en faire sa lutte, imposant par exemple ses banderoles à chaque manifestation devant les ministères. Démocratie dans la lutte, faire l'unité dans les entreprises, des propositions d'actions efficaces à la mesure de la confiance à regagner : tels sont les objectifs à remplir pendant le répit que vient d'accorder aux travailleurs de l'AOIP le vote des sociétaires, le week-end dernier.

Jean JAULIN

Transformation de la lutte à la SNECMA-Corbeil

La levée de l'occupation vient d'être votée à la SNECMA-Corbeil, mercredi matin 5 décembre. Celle de l'établissement de Gennevilliers avait été décidée la veille. Ainsi, la lutte des travailleurs de la SNECMA contre ce qu'ils ont appelé le « présentéisme » entre dans une nouvelle étape. C'est devant la difficulté de rallier toutes les catégories de salariés des entreprises sur la forme d'action de l'occupation, qu'un « recul tactique » a été adopté. Mais selon les syndicats qui dirigent la lutte, CGT et CFDT, *« l'action va continuer sous d'autres formes »*.

DES milliers de travailleurs devant la porte principale de la SNECMA-Corbeil, mercredi matin, dans le matin gris. Un nouveau vote a lieu sur la reconduction pour 24 heures de l'occupation de l'usine.

LONGUE MOBILISATION CONTRE LE « PRÉSENTÉISME »

La grève a démarré mercredi 28 novembre ; une semaine auparavant, elle avait été votée dans une assemblée générale. C'était l'aboutissement d'une longue série de manifestations et de débrayages depuis septembre. La mobilisation est mise en place depuis trois mois contre la clause de « présentéisme » que la direction a inclue dans l'accord d'entreprise : les augmentations individuelles de salaire et les promotions seront liées à la présence dans l'entreprise ; plus de 10 jours d'absence par an — toutes causes confondues, maladie, accident, maternité, etc. — et les travailleurs se voient supprimer ces augmentations ; quant au chef de service, les siennes sont liées à la présence de ses subordonnés !

La direction proposait toutefois de récupérer en heures supplémentaires les journées d'absence. La réponse des syndicats est de demander l'amélioration des conditions de travail, la réduction d'horaire pour diminuer l'absentéisme, et d'augmenter le pouvoir d'achat pour faire échec aux heures supplémentaires. Blocage total de la direction sur ces points.

OCCUPATION SUSPENDUE

La grève est donc décidée le 28 novembre. Les portes sont fermées le jeudi 29 novembre au soir et tout le vendredi, puis à nouveau le lundi soir. Mercredi 5 décembre, cette forme d'action était suspendue, à une assez forte majorité : 1 229 travailleurs se sont prononcés pour continuer l'occupation, 2 071 contre. Parmi les ouvriers, l'écart était un peu plus faible : 906 pour et 1 368 contre.

Plusieurs éléments ont été pris en compte par les travailleurs de la SNECMA-Corbeil au moment de leur vote : d'abord sans doute, la faible majorité qui s'était dégagée au vote précédent, le vendredi 30 novembre : 1 781 pour la reconduction de l'occupation et 1 607 voix contre. Ensuite l'abandon de l'occupation à la SNECMA-Gennevilliers lundi 3 décembre, après un coup de force de la maîtrise et des non-grévistes pour rentrer dans l'usine. A Corbeil aussi, les cadres ont tenté une opération similaire, en cisaillant les grilles pour faire rentrer le personnel, mais ils avaient été isolés et aucun travailleur ne les avait suivis. La question restait toutefois de savoir si cet isolement pouvait durer.

Du fait de la faible proportion d'ouvriers dans les établissements de la SNECMA, les syndicats et les grévistes se sont trouvés confrontés à une situation complexe : une forte partie des administratifs et des techniciens, sans être hostiles à une action sur la base des revendications, n'adhérait pas à la forme qu'elle avait prise en se transformant en occupation totale et reconductible.

QUELLE SUITE

La position des deux syndicats, au matin du vote, se faisait le reflet de ces difficultés : la CGT appelait à l'occupation des ateliers pour les ouvriers et à des formes de luttes différentes pour les autres catégories. *« Nous souhaitons que la grève de 24 heures avec occupation soit majoritaire. Si c'était le cas pour les ouvriers, il faut occuper les ateliers. Si ce n'était pas le cas pour les autres catégories, celles-ci devraient, dans cette situation, définir leurs formes d'actions »*.

La CFDT, de son côté, écrivait : *« L'union de tous les salariés passe par une action d'ensemble, identique pour tous... Si c'est les 24 heures reconductibles qui sortent majoritaires, alors il ne fait aucun doute que cela s'appliquera à tous, sans exclusive... »*

Et elle faisait des propositions pour d'autres formes d'actions (24 heures par semaine, actions de 4 heures, 6 heures ou 8 heures, etc.).

Aujourd'hui, cette question de la suite à donner à la lutte après la levée de l'occupation est dans toutes les têtes. Et les discussions étaient animées dans l'usine après l'ouverture des portes. En effet, les propositions syndicales sont loin de faire l'unanimité. Un vote sur la proposition des « 24 heures surprise par semaine » ne recueillit que 1 075 voix contre 1 980 sur « d'autres formes » indéterminées... à discuter par atelier et par bureau.

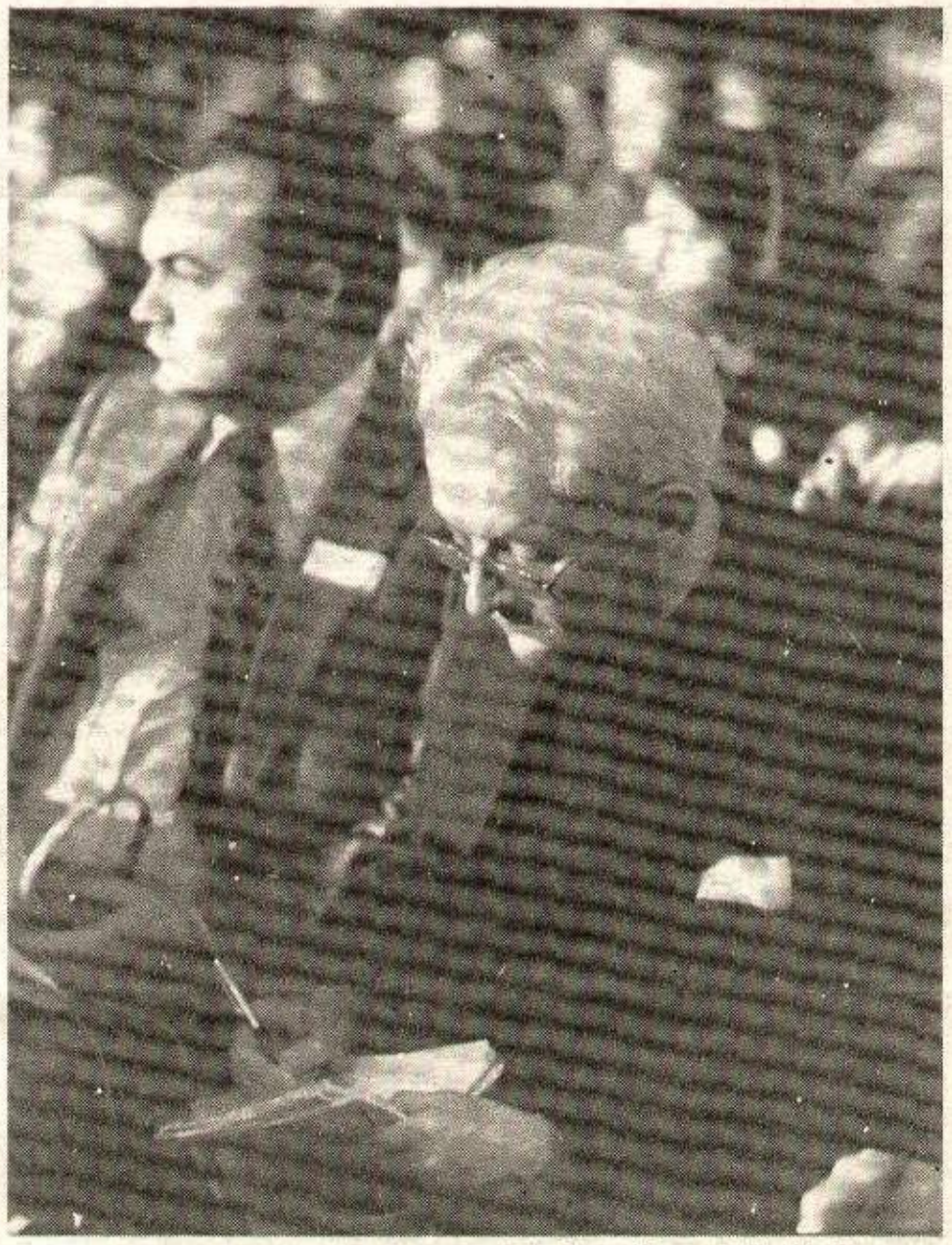
Et c'est réellement cette suite à l'action qui montrera si la semaine de grève totale a servi à une étape supérieure de la mobilisation dans l'entreprise. Car la clause sur le « présentéisme » est bel et bien là, et elle s'applique déjà.

Claire MASSON

SNECMA-Corbeil. La levée de l'occupation vient d'être votée. La lutte entre dans une nouvelle étape

Interview du Père Cardonnel, délégué à la conférence de Stockholm sur le Cambodge

Un engagement indéfectible : de l'affaire des Rosenberg à la lutte actuelle du peuple cambodgien, en passant par la guerre d'Algérie, mai 68 et le soutien à la lutte anti-américaine du peuple vietnamien



Le Père Cardonnel, à côté du docteur Andréi, à la conférence de Stockholm

Nous remercions vivement le Père Cardonel, dominicain, de nous avoir accordé cette interview dont nous publions de larges extraits. Le père Cardonel faisait partie de la délégation française présente à la conférence mondiale de Stockholm de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'agression vietnamienne. Y participaient plus de 250 délégués de diverses opinions politiques, philosophiques ou religieuses, venus de plus de 31 pays du monde.

Claude LIRIA : Pouvez-vous d'abord vous présenter pour nos lecteurs et rappeler un peu ce que vous avez déjà fait ?

— Père Cardonnel : je suis Dominicain et j'ai été mêlé à divers événements qui, pour moi d'ailleurs, représentent à la fois une prise de conscience au point de vue des implications de ma foi et une découverte politique. En particulier, j'ai commencé mon action quand j'étais à Marseille.

L'AFFAIRE DES ROSENBERG

C'était l'époque de la guerre froide. Au point de vue du christianisme et de l'Eglise, il y a eu tout ce que représentait la découverte de la classe ouvrière, avec en particulier les prêtres-ouvriers . Et j'ai eu l'occasion de prendre la parole pour la première fois dans un meeting, à l'époque où j'étais en habit blanc, et c'était au sujet de l'affaire des Rosenberg. Après, il y a eu toute une série de mesures dans l'Eglise qui frappait les prêtres-ouvriers avec lesquels j'étais solidaire. J'ai quitté Marseille pour Montpellier.

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Et vers 1958, j'ai eu l'occasion, en pleine prédication, dans l'Eglise, de dénoncer les tortures que pratiquait l'armée française, les paras en particulier, sur les dirigeants du FLN pendant la guerre d'Algérie. Ceci m'a valu toute une période d'affrontements, de combats à la suite de laquelle un ami m'a invité au Brésil, en 1959-1960, donc quatre ans avant l'arrivée des Colonels, avant le coup d'Etat militaire. Et là, ça a été ce que j'appelle « *ma première gifle de tiers monde* », c'est-à-dire que là j'ai réalisé ce qu'était l'impérialisme sous sa forme la plus classique. Je dis souvent que j'ai vu l'argent dans les banques aux superbes revêtements de marbre, à Rio-Janeiro, Sao-Paulo, Brasilia, qui était inauguré, et puis de l'autre côté, l'ensemble d'une population entassée, croupissante dans les fameuses « favellas » — (bidonvilles — NLDR).

LE MOUVEMENT ANTI-IMPÉRIALISTE DU TIERS MONDE

Et ma solidarité avec tout ce qui était mouvements anti-impérialistes m'a valu d'être chassé, avec toute une espèce de complot qui comprenait une part d'autorité écclésiastique et aussi des éléments de la Ligue anticommuniste. A ce moment-là, il faut dire que toute prise de position en faveur de la justice, etc., était mise au compte du communisme. D'ailleurs, c'est le reproche qui, continuellement, m'a poursuivi.

Alors, je suis revenu en France. Et là, il y a eu toute la phase de rencontre chrétiens-marxistes (...).

(Ici, le Père Cardonnel raconte son expérience de Mai 1968 et son appel à « *briser les chaînes injustes* ». Après un séjour à l'île de la Réunion, il rentre en France où il se fait sermonner par ses supérieurs hiérarchiques. Il rencontre le Cardinal Marty qui, après une longue discussion avec lui, renonce à lui interdire de prêcher sur son diocèse. Le Père Cardonnel ne lui cache alors rien de ses convictions profondes — NDLR).

— Il fallait que le projet de fraternité des hommes prenne corps, qu'il prenne chair et qu'il ait les allures de l'émancipation d'un peuple, et en fin de compte de l'humanité. Pour moi, il n'y avait pas d'un côté la foi et de l'autre un problème politique mais, comme je vous le disais tout à l'heure, c'était d'un seul tenant.

« MON VOYAGE EN CHINE POPULAIRE : UNE FORMIDABLE SECOUSSE »

— Ce qu'il y a eu ensuite et qui a été assez déterminant pour moi, ça a été mon premier voyage en Chine populaire, en 1973. Là, peut-être même avec une part d'idéalisme et à travers une sensibilité chrétienne, tout en étant assez séduit par la théorie des contradictions du président Mao Tsé-toung, je me suis dit que je n'avais jamais vu, à une échelle aussi fantastique, prendre forme ce à quoi je croyais : c'est-à-dire par centaines de millions, des hommes, des femmes qui changeaient, des rapports humains qui se transformaient, qui procédaient d'autre chose que du profit, qui avaient trait à tout ce que représentait le service du peuple. Ceci à des milliers de kilomètres de chez moi, ailleurs qu'en Occident, je veux dire : sans aucune référence à ce qu'était pour moi le christianisme. Mais je peux dire que ça a été une formidable secousse. Et quand je comparais ça avec ce que j'avais vécu au Brésil, je me disais que pour des peuples comme ceux de l'Amérique du Sud, il n'y aura d'autre solution que par une révolution populaire.

Je me suis rendu pour la deuxième fois en Chine populaire en 1977, il y a deux ans. Là je n'ai pas tout à fait éprouvé les mêmes sentiments. J'avais certainement minimisé la première fois le rôle des bases matérielles. J'ai davantage senti la deuxième fois que la Chine, comme elle le disait, était un pays du tiers monde, qu'il fallait un immense effort pour sortir du sous-développement. A ce titre-là, je reste encore sur mes interrogations. J'appartiens toujours au Comité d'honneur des Amitiés franco-chinoises.

LA DÉCOUVERTE D'UNE AUTRE FORME D'IMPÉRIALISME

Progressivement, j'en suis venu aussi à prendre position sur les nouvelles formes de contradictions qui apparaissent dans le Sud-Est asiatique, avec toute la question qui m'a conduit à stockholm. J'ai découvert, grâce à la Chine, qu'il n'existait pas que la forme classique de l'impérialisme dont toute uhe série de peuples avaient fait l'expérience, mais une autre, à la fois plus brutale et plus subtile. Je dis « *plus brutale* » parce qu'il y a tout un potentiel militaire qui me parait extrêmement important, et puis « *plus subtile* » parce que pouvant séduire par le biais du recours à la solidarité internationale, et en gros l'internationalisme prolétarien.

Là, il faut dire que ce qui avait joué un grand rôle dans ma vie, avant que je n'aille en Chine populaire, c'était toute la lutte menée en faveur du peuple vietnamien contre l'agression américaine. J'ai participé à diverses activités : les 6 heures du Vietnam, les États généraux à Paris. Ce qui fait que j'ai ressenti toute une série de contradictions, que j'éprouve encore dans mon être, avec des amis, des camarades, en particulier ceux qui se réclamaient du courant dont j'étais et qu'on pourrait appeler le progressisme chrétien. Et là, il y a toute une série de déchirements, d'affrontements, qui viennent de ce que nous n'avons plus la même perception de la réalité internationale.

CL : Comment voyez-vous plus spécialement la question du Cambodge ?

— Là, je dois dire que c'est extrêmement relié avec ce qui a constitué pendant longtemps une partie de mon activité. Je me rappelle fort bien toutes ces années où, prenant la parole à plusieurs meetings sur le problème du Vietnam, j'avais versé dans l'idée qui correspondait pour moi à une forme d'internationalisme, avec l'entrée en lutte et du Laos et du Cambodge, idée qui m'avait amené à prononcer ces paroles . « *Nous passons maintenant de la phase vietnamienne à la réalité indochinoise* ». Pour moi, c'était un progrès, avec le développement de l'idée de supra-nationalité, de méfiance profonde à l'égard des nationalismes, sans voir à ce moment-là l'extrême différence entre les nationalismes des pays nantis, munis d'un empire colonial, même lorsque celui-ci commence à s'effriter, et puis les nationalismes des peuples auxquels on déniait cette même identité nationale.

L'IMPORTANCE DE LA QUESTION NATIONALE

Ma réflexion sur la Chine populaire m'a aidé considérablement : j'ai vu toute l'importance de ce que représentait les indépendances nationales. Alors m'est apparu comment avait été récupéré ce concept qui m'était cher de l'internationalisme prolétarien, qui en fait, se traduisait par la prépondérance d'un pôle directorial, qui correspondait au grand parti père, au grand parti frère-aîné. C'est ce qui m'a fait découvrir, y compris grâce à des rencontres avec des amis cambodgiens, l'importance de toute la question du Kampuchea démocratique.

Ce qui m'a gêné, c'est que j'avais la sensation que ma conscience politique commençait à se morceler, parce que j'avais — et j'ai toujours — ma solidarité avec des mouvements de résistance populaire, en particulier en Amérique latine, ces peuples — dont le plus récent, ce petit Nicaragua — s'affranchissaient d'une dictature odieuse.

Dès que j'ai signé la première protestation contre l'agression vietnamienne au Cambodge, j'ai été très impressionné par ce que j'appelle la division des solidarités internationales. J'étais en même temps, et je suis toujours, membre du comité de parrainage et de solidarité avec le Nicaragua.

En même temps, je vois à quel point la situation internationale commence à devenir très complexe, sinon confuse, puisque de par l'attraction du pôle directorial pour l'Amérique latine que représente Cuba, le ralliement du Nicaragua aux Cubains de Fidel Castro, la réception de Pham Van Dong au Nicaragua me posent une grande question et me montrent comment des mouvements authentiques de libération à l'égard d'une dictature intérieure peuvent s'inscrire dans une stratégie internationale qui transforme ceux qui sont aidés dans leur lutte de libération en plate-forme, en zones d'influence pour le développement d'un impérialisme, encore pour certains, déguisé.

Voilà le tiraillement que j'éprouve. Et j'en viens à cette conférence de Stockholm où nous étions ensemble. J'ai dit dans une commision qu'il fallait arriver à internationaliser les causes d'indépendance nationale pour que ne puissent pas s'opposer l'effort pour se

Suite page 6

Un spectacle anti-raciste : L'île prison et apartheid

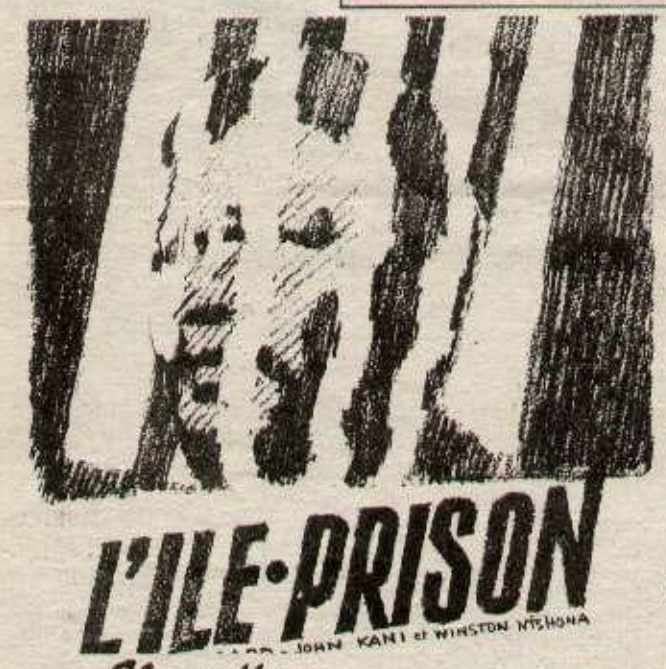
A PARTIR du 5 décembre, *la Troupe des Quatre chemins* (responsable Catherine de Seynes) présente deux spectacles sur l'Afrique du Sud et l'apartheid : une pièce et un montage.

L'île Prison. Cette pièce est jouée à 20 h 30, elle est d'Athol Fugard, elle est écrite et mise en scène par Athol Fugard, Sud-Africain blanc, et John Kani ainsi que Winston Ntshona, Sud-Africains noirs comédiens qui l'ont jouée — à partir d'improvisations sur le thème de la prison. Le sujet : deux prisonniers noirs dans une cellule de la prison de Robben Island, « l'île » où l'on envoie les prisonniers politiques.

Apartheid. A 22 h 15 a lieu la présentation du montage-information réalisé par Jeanne Regard et Catherine de Seynes à partir d'extraits de la pièce d'Anne Barbey, « *Sud Afrika* », de coupures de presse, de poèmes, de déclarations racistes. A travers dix séquences, dont le point de départ est l'arrivée en Afrique du Sud d'une Française qui découvre peu à peu la réalité du pays, passant de l'image carte-postale à la violence et à la répression, le montage traite de plusieurs questions fondamentales : la responsabilité de tous les pays face au génocide, le rôle de la France. Ce montage est réalisé par les comédiens. Un spectacle antiraciste, utile dans ce contexte de crise.

** Théâtre Essaïon-Valverde, 6, rue Pierre-au-Lard. Paris-75004. Tel : 278-46-42, à partir du 5 décembre, tous les jours à 20 h 30.*

La troupe des Quatre chemins existe depuis 1970. Elle est subventionnée depuis 1973. La Troupe des Quatre chemins a déjà réalisé en 1970 *Femmes* (collage de textes, poèmes, chansons sur le thème d'une vie de femme). En 1972, elle a réalisé *La Ballade de maman Jones* : théâtre-récit de C. de Seynes, sur l'histoire du mouvement ouvrier américain (1870-1920) vue à travers la vie de Mary Harrisson Jones, militante syndicale. En 1974, *Couples, un temps, des temps et la moitié d'un temps* : un conte sur les rapports hommes-femmes. En 1976, *Lettre à mon fils.* 1977, *Sud-Afrika.* 1979 *Inculpation pour violation de la loi sur l'immoralité* d'Athol Fugard. Une pièce sur l'interdiction du mariage entre blancs et noirs en Afrique du Sud, *l'Ile-prison. Sud-Afrika* fut joué à St-Nazaire, dans le cadre d'une « création collective en milieu ouvrier ». *« Le montage* Apartheid *et les deux pièces d'Athol Fugard que nous avons créées cette année sont un acte de soutien et de solidarité avec les peuples d'Afrique australe et les mouvements de libération qui les représentent »,* explique le Théâtre des Quatre chemins. Athol Fugard, l'auteur de la pièce, écrivait ceci à la troupe apres la réalisation de *Inculpation pour violation de la loi sur l'immoralité :* « Le plus profond et peut-être l'unique credo que je puisse avoir en tant qu'écrivain est de rendre témoignage de la peine et de la souffrace de l'autre. Je vous remercie de m'aider à le faire. »



INTERVIEW

Interview du Père Cardonnel, délégué à la conférence de Stockholm sur le Cambodge

libérer d'un dictateur qui est du pays, et la résistance à une invasion du dehors.

CL : Je ne comprends pas bien ce que vous voulez dire par « internationaliser ».

— Par exemple, essayer de montrer dans notre travail qui consiste à éclairer l'opinion que, dans une cause comme celle du Cambodge, il y a plus que la cause immédiate pour laquelle nous luttons. Il me parait très important que l'unité soit la plus large possible. Dans un pays comme le nôtre, en France, on se heurte à une espèce d'indifférence. C'est à dire qu'en gros, c'est très loin et puis on n'y comprend plus rien. On n'y comprend plus rien parce qu'il y a eu une espèce de valeur exemplaire pour beaucoup de ce qu'a représenté la lutte du Vietnam et parce que, pour d'autres, au pire, il y a l'idée quasi fatale que des libérateurs d'un moment se transforment en oppresseurs. Ce qui est à la racine de tout mon type d'action, c'est d'essayer de montrer que rien n'est fatal, que ce n'est pas de façon inéluctable que des hommes, des femmes, qui ont lutté pour se libérer, se retournent et qu'ils aient besoin de se faire les griffes sur des victimes comparables à ce qu'ils étaient eux-mêmes antérieurement.

CL : Qu'avez-vous pensé de la conférence de Stockholm ?

— Je suis entièrement d'accord avec ce qui peut réaliser le rassemblement le plus vaste possible. Ce qui demande une connaissance encore plus affinée des ressorts qui sont ceux d'une attitude humaine. Il faut montrer à quel point nous sommes impliqués vitalement dans ce qui se passe pour un peuple très éloigné de nous. Il n'y a pas d'altruisme pur, mais une relation dialectique avec la conscience de son propre intérêt individuel. Et lorsque je rejoins la cause de l'indépendance nationale du Cambodge, il me semble terriblement important que nous n'aboutissions pas seulement à un rassemblement restreint comprenant ceux qui sont déjà convaincus. Mais il faut arriver à faire saisir que l'indépendance nationale compte à *tous les niveaux* et pour *tous les peuples*, spécialement ceux qui sont petits.

L'HUMANITAIRE EST POLITIQUE ET VICE-VERSA

Je crois qu'il faut faire cesser le cloisonnement entre ce qu'on appelle l'humanitaire et le politique. Il est indispensable de sauver des vies (avec tout ce que cela implique : effectifs, médicaments, argent à la Croix rouge du Kampcuhea démocratique comme la Croix rouge internationale) parce qu'il y a un problème d'humanité qui est engagé là-dedans. Il y a donc deux aspects : sauver des vies humaines, et, du même mouvement arrêter une tuerie qui se fait et par les armes classiques (bactériologiques, etc.) et par l'arme de la faim. C'est là qu'on voit que l'humanitaire est politique et que le politique est humanitaire. Il faut faire en sorte que l'aide aille bien aux victimes et qu'elle ne soit pas détournée par les occupants, à savoir les Vietnamiens. Du même mouvement, le politique, c'est-à-dire la résistance à l'invasion, avec à long terme l'arrêt de cette tuerie, est du même coup un problème d'humanité.

Ce sont ces deux axes, pour moi, qui constituent la même réalité. C'est en agissant dans ce sens que nous pourrons obtenir le rassemblement le plus large. Dégagé de toute forme de sectarisme.

L'INTERVENTION VIETNAMIENNE : SOUS LE PARAVENT DE LA SOLIDARITÉ

J'ai été extrêmement heureux de rencontrer à Stockholm des militants latino-américain, alors que, dans des colloques qui étaient différents de celui que nous avons vécu, il me semblait vivre une espèce de séparation parce que pour tous les militants latino-américains, que je connaissais, la cible unique, c'était l'impérialisme américain. Ici, en rencontrant les amis argentins, uruguayens, je me suis rendu compte que, sous le biais de ce qui m'attirait, à savoir l'internationalisme prolétarien, il pouvait y avoir de la part de ce Cuba que j'admirais avant, un projet de fédération des Caraïbes, qui correspondait, avec toutes les différences du lieu, de temps et de civilisation, à la fameuse Fédération indochinoise, dont jadis dans ma lutte précédente, j'estimais qu'elle était un progrès par ce que je croyais qu'elle constituait le dépassement des nationalismes.

Et je vois maintenant, que c'est la reconstitution, sous le paravent de la solidarité, d'une zone d'influence, d'un parrainage écrasant et de ce j'appellerais volontiers le *« chantage à la gratitude »*. Un peu comme M. Bérichon, dans la pièce de La Biche, qui dit : *« Je vous ai sauvé la vie, je ne l'oublierai jamais »*. Ça me parait résumer l'attitude du Vietnam, de l'URSS, etc.

Propos recueillis par Claude LIRIA

Nouvelles

CHRONIQUES DES SOLEILS DE BRUME (1)

Etoile sous terre (1)

CELA fait déjà longtemps qu'on en parlait à l'usine de ces licenciements. Des bruits couraient, mais rien de sûr. Ça m'étonne pas que ça n'a pas fait l'effet d'une bombe. Au contraire, l'ambiance est plutôt morose, pas très bonne quoi ! Une certaine nonchalance, on a l'impression...

Cheveux blonds, jeune ouvrière assez mignonne, elle leur parlait, comme s'ils étaient déjà de vieilles connaissances. Ils étaient là, au pas de la porte, en train de l'écouter. Attentivement malgré le froid. Le thermomètre était encore descendu vers la fin de cette journée. Un brouillard, de plus en plus opaque, bleu grisâtre, les enveloppait et les forçait à glisser leurs mains au fond de leurs poches. Pascal et Jean-Pierre se trouvaient au tout dernier étage de l'appartement, où les portes d'ailleurs ne donnaient pas sur un escalier mais sur un couloir qui longeait toute une série d'habitations. Sorte de couloir aérien qui surplombait la cité : la cité des Musiciens ; on l'appelait ainsi à cause de ces rues et de ces bâtisses aux noms perlés d'artistes et de compositions célèbres : Debussy, Ravel, Le Rouet, Le Boléro, comme si dans cette petite ville de la banlieue lilloise, parce qu'ils n'étaient jamais venus, on voulut leur donner une chance de planter leurs instruments et d'égayer la ville d'un concerto d'immeubles.

Sept heures du soir. A cette heure, la cité chantait en sourdine au milieu des télévisions, des bruits d'enfants. Et cette voix qui sortait de la vie, chaude, précise. On avait l'impression...

—... Que les ouvrières ne se sentent pas concernées, qu'elles s'en foutent quoi !

— Des ouvrières ?

— Oui, sur les 1128 qui restent, il y en a une bonne moitié qui sont des femmes, en majorité des OS, sans qualification.

—Vous en connaissez dans le coin ?

— A Marquette ?

— Oui.

— Non, je ne vois pas...

Elle hésita un peu... Mais à Marcq, oui il y en a surtout et puis il y a ceux qui viennent des mines.

Puis elle s'arrêta, un peu pensive.

—... a peu près dix cars, je crois. Vous n'avez jamais vu ces cars à la porte de l'usine ?

— Non, nous n'avons pas encore eu l'occasion, répondit Pascal, d'aller faire un tour. Ce que j'ai souvent remarqué, c'est la masse de voitures à la porte de l'usine. Mais ce que j'aimerai savoir, c'est la réaction des ouvrières après l'annonce des 400 licenciements, enfin des détails plus concrets. C'est pour un article dans notre quotidien.

— Vous savez, répliqua-t-elle sans hésitation, ce sont des femmes et l'ambiance entre femmes, c'est assez spécial. Pour certaines, elles sont là, comme elles disent, pour avoir un salaire d'appoint, alors elles s'en foutent si elles sont licenciées.

Nous l'écoutions un peu perplexes. Non pas à cause des propos peu avantageux vis-à-vis de ces compagnes, mais sur sa manière de voir.

— D'autres disent que ça serait bien parce qu'elles pourraient rester chez elles, s'occuper de leurs gosses, ou en avoir d'autres. D'ailleurs « mon mari est d'accord », comme elles disent !

Comme elles disent !

Il y avait quelque chose qu'elle n'acceptait pas de ces camarades de travail : profiter des licenciements pour penser à soi, à son petit bonheur familial. Et cela Jean-Pierre ne le comprenait pas. Ce n'est pas possible de ne pas y penser. Prendre du repos, c'est normal, surtout quand on est OS, le travail à la chaine, la fatigue, l'usure, le bruit et toutes les conséquences que cela entraine. Tout cela à première vue est la réaction évidente de n'importe quel ouvrier à la production. Lui-même en sait quelque chose. Quand il finissait sa journée, le premier geste, la première réaction, c'était de se distraire, de ne plus penser à rien, d'échapper à tout prix à cet engrenage à vous user les os et la vie : la colonne vertébrale qui vous fait mal, les vertèbres cervicales qui se coincent jusqu'aux maux de tête interminables... c'est normal, pensait-il, d'avoir de telles pensées. Dormir, voilà le mot même qui vous berce toute la journée au travail.

RFA

AEG Telefunken «restructure»

IL y a quelque temps déjà, nous avons parlé dans nos colonnes du licenciement de 1 000 travailleurs de la firme allemande AEG-Telefunken, en RFA. Aujourd'hui, les choses ont nettement évolué et il faut s'attendre à 13 000 licenciements en 1980 sur un total de 160 000 personnes.

Cela se concrétisera par l'arrêt de la production de transformateurs en Espagne, l'abandon de la fabrication d'appareils électroniques de loisirs en Grande-Bretagne, le retrait des chauffe-eau en Autriche, etc.

Le capital sera ramené de 930 millions de marks à 310 (soit des deux tiers) pour, éventuellement, remonter à 620 millions. De grandes banques vont « voler au secours » d'AEG, c'est-à-dire essayer de se l'approprier pour elles-mêmes ou le compte d'autres monopoles. Les choses sont ainsi en ce bas monde capitaliste. On retrouvera la Dresdner Bank avec 21 % des actions, la Deutsche Bank (15 %), la West Deutsche Landesbank (9,5 %) et le Kredit anstalt suisse.

L'Etat fédéral interviendrait lui-même — on n'est jamais trop à dévorer un bon rôti — en rachetant des biens immobiliers. Des bruits de plus en plus persistants se sont fait jour sur une éventuelle prise de participation de Thomson-Brandt dans AEG. Ces bruits ont été « démentis » mais AEG est en pourparler avec Thomson pour la cession de certains actifs. Ce qui permettrait à Thomson d'investir davantage le marché allemand. C'est ça le « déclin ».

SOCIETE MONTENAY A CHATELLERAULT (VIENNE)

12 licenciements

A LA société Montenay, à Châtellerault dans la Vienne, douze employés ont été licenciés. Le motif en a été expliqué par Yves Montenay, secrétaire général de la société qui a déclaré : *« Le fuel est rationné, les ventes sont réduites de 10 % par rapport à l'an dernier. Nous devons en vertu de cette décision administrative réduire nos coûts de 10 % au risque de mettre en péril l'emploi de l'ensemble du personnel »*.

C'est bien là la logique patronale.

GRANDE-BRETAGNE

Licenciements à la British Steel

LA British Steel est le plus important des groupes sidérurgiques anglais. Ce groupe est nationalisé. Et ça restrucrure sec à la British Steel ces derniers temps. Les capacités de production vont être ramenées de 21 millions de tonnes à 15 millions et les installations « vétustes » (traduisez insuffisamment rentables) seront fermées.

Ce qui provoquera le licenciement de 52 000 sidérurgistes qui viendront s'ajouter à la vague précédente qui avait vu 30 000 licenciements. Les effectifs seront ainsi ramenés autour de 100 000 personnes. Comme en France, le gouvernement a décidé de ne plus prêter d'argent à « fonds perdus ». Donc, il faut que ça saigne. Nous reparlerons de ces licenciements.

MONTRICHARD (LOIR ET CHER)

Fermeture de Royal couture

ROYAL couture, comme son nom l'indique, est une entreprise de confection. Elle employait 37 personnes à Montrichard dans le Loir-et-Cher. Elle a cessé son activité. Le tribunal de commerce a prononcé la liquidation des biens et les 37 personnes se retrouvent sur le trottoir.

L'Humanité Rouge bi-mensuelle est parue

Au sommaire : un dossier important sur lalutte des travailleurs de l'Alsthom

Passez vos commandes

Grève des services de santé le 18 décembre

LES syndicats CGT et CFDT de tout le secteur de la santé (hôpitaux, bureaux, etc.) appellent les travailleurs de ce secteur à une journée de grève le 18 décembre (un mardi) pour exiger du ministre Barrot l'ouverture de négociations.

Grève au Trésor

LUNDI 3 décembre 1979, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les personnels de certains centres informatiques des services du Trésor ont observé une grève de 24 heures. Ils exigeaient, entre autres choses, la suppression de la dégressivité de la prime de technicité, mesure datant de 1971, mesure visant à inciter le personnel à quitter ces services au bout de quelques années.

MONTREUIL

Une femme enceinte licenciée

FAITES des enfants qu'on nous dit, travaillez qu'on nous dit, il y a trop de métiers qui n'ont pas de féminin, qu'on nous dit. Et ta sœur ! A Montreuil, dans le département de la Seine-Saint-Denis, dans le centre commercial du quartier « La Noue », un pharmacien veut licencier une employée enceinte.

Mais comme la loi l'interdit, ce monsieur veut la considérer comme « démissionnaire », suite à la prescription d'un arrêt maladie en faveur de cette employée.

Ce monsieur, grossier de surcroît, a frappé un militant CGT venu lui expliquer que des choses comme ça « ça ne se faisait pas ». Une pétition signée par 203 personnes a été recueillie en 1 h 30 en faveur de l'employée. Affaire à suivre.

Les Rhône-Poulenc de Colmar sont montés à Paris

IL y a six semaines déjà que les travailleurs de l'usine Rhône-Poulenc-Textile de Colmar sont en bagarre pour le rattrapage du pouvoir d'achat et l'indemnisation des trois semaines de chômage forcé que la direction veut imposer en cette fin d'année.

600 d'entre eux sont venus à Paris manifester, le mardi 4 décembre, au Palais des congrès, au siège du groupe en exigeant l'ouverture de négociations.

TRINDEL(BOUCHES-DU-RHONE)

Rallonge collective

LE mardi 4 décembre 1979, les travailleurs de chez Trindel, aux Milles (Bouches-du Rhône), ont repris le travail après 14 jours de grève. Voici ce qu'ils ont obtenu : une prime de fin d'année, augmentation des salaires de 10,5 %, diverses autres primes et enfin une augmentation de 100 F pour les salaires inférieurs à 3 000 F.

CDF-CHIMIE A St-AVOLD (MOSELLE)

Réunion du comité central d'entreprise du 30/11/79

LA réunion du comité central d'entreprise avait à son ordre du jour la restructuration de CDF-Chimie ainsi que la filialisation du personnel. La direction n'a pas annoncé de nouvelle surprenante si ce n'est la confirmation que la plate-forme de Lorraine formerait une seule filiale CDF-Chimie éthylène-plastique.

Le CCE s'est prononcé comme suit : contre le projet de la direction, 14 voix (CGT, CFDT, CFTC) ; pour, une voix (celle du président), abstention, une voix (CGC).

Suite à cela, le président a indiqué qu'il était d'ores et déjà prévu d'envoyer les lettres individuelles au personnel afin de leur indiquer le changement de statut au 1er janvier 1980. Cette lettre sera accompagnée d'un projet de protocole approuvé ou pas par les organisations syndicales En un an, les effectifs globaux de CDF-Chimie ont diminué de 192 travailleurs, soit 3 %.

GRENOBLE

Expo-photo des AFC pour le 30e anniversaire de la République populaire de Chine

A L'OCCASION du 30e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des amitiés franco-chinoises présente jusqu'au 8 décembre à la maison du Tourisme, à Grenoble, une exposition photos « Vu en Chine ». Samedi 8 décembre, la grande place à l'auditorium à 14 heures, un film chinois d'animation *« Troubles au royaume du ciel »*, extrait d'une vieille légende chinoise.

A la salle des concerts, à partir de 16 heures, montage diapos, discussions avec des voyageurs, table de presse, un buffet. A 20 h 30, film *« Troubles au royaume du ciel »*. Le même film sera présenté également le lundi 10 décembre à la maison des jeunes et de la culture de Vizille, le mardi 11 décembre à la Ville neuve à Grenoble, salle 150, mercredi 12 décembre au centre social Chorier-Berriat, à 20 h 30, le jeudi 13 décembre au foyer municipal de Corent à Montfleury, à 20 h 30, et le dimanche 16 décembre, à la maison des jeunes et de la culture de Voiron, place de Stalingrad. Participation aux frais. Adultes : 7 Francs, enfants : 3 Francs. Association des amitiés franco-chinoises. 2, rue du 4 Septembre à Grenoble.

BEAUCAIRE (GARD)

Menaces d'expulsion contre des grévistes

LES 60 travailleurs de l'entreprise Eau et Assainissement de Beaucaire sont en grève depuis le 21 novembre. Mardi 4 décembre, le tribunal de grande instance de Nîmes a ordonné l'expulsion des piquets de grève.

BLOC-NOTES

Le No 21 de *Prolétariat* : Une arme pour les luttes

Le numéro 21 de *Prolétariat* vient de paraître avec un contenu qui répond bien aux préoccupations et aux luttes actuelles de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes. Dans l'éditorial, Camille Granot fait le point sur l'unification des marxistes-léninistes et sur la fusion prochaine de *Prolétariat* et de *Front rouge*. Le protocole d'accord pour l'unification du PCRml et du PCML est publié à titre de document dans ce numéro. A travers ce numéro de *Prolétariat* on sent bien que l'unité de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes : Pierre Bauby et Camille Granot analysent, dans un important article, les mécanismes de division qui agissent dans la classe ouvrière ; ils passent en revue toutes ces entraves à l'unité : sous-traitance, travail intérimaire, inégalités hommes-femmes, jeunes-vieux, Français-immigrés, etc. L'unité ouvriers-paysans est indispensable pour le succès de la révolution prolétarienne. C'est dans ce sens que l'on trouve la première partie d'une analyse des classes à la campagne, document présenté par Lucien Nouveau. *« Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu »*, tel est le titre d'une étude sur la situation des travailleurs immigrés en France, sur la politique du pouvoir vis-à-vis des ces travailleurs et sur la riposte à lui opposer.

La bourgeoisie s'attaque directement à la santé des travailleurs et à la Sécurité sociale. Jean Quercy dénonce ces attaques et précise les revendications à avancer. Quelle est la réalité dissimulée derrière les films de science-fiction ? Frédéric Lachaise répond à cette question. Et toujours des compte-rendus de lectures, très fournis et très instructifs. *Du Prolétariat* au cœur des préoccupations, une arme pour mieux unir et lutter.

L. C.

— Adressez vos commandes à :
Prolétariat BP 320, 13213 Marseille Cedex 1
Tel : 16/91/90-97-07
CCP : 21 30 89 H Marseille.

En vente aux *Herbes sauvages* à Paris et à la *Force du Livre* à Lyon.

AIX-EN-PROVENCE

LE CINÉ-CLUB *LA PROVENCE* PRÉSENTE *DUPONT LA JOIE*, UN FILM D'YVES BOISSET (1974) – VENDREDI 7 DÉCEMBRE A 21 H, SALLE DU LIGOURES

Entrée 5 F.
Carte d'abonnement au Ciné-club *La Provence* :
– 5 films : 15 F
– 10 films 30 F.
Carte d'adhérent au centre socio-culturel *La Provence* : 20 F par an.

Le film sera suivi d'un débat auquel ont été invité des associations luttant contre le racisme. Elles pourront répondre aux questions posées par le film et par des problèmes plus actuels : projet de loi Bonnet-Stoléru.

MARSEILLE

INVITATION A UNE RENCONTRE INFORMATION-DÉBAT SUR LES PROJETS DE LOIS BONNET-STOLÉRU :
VENDREDI 7 DÉCEMBRE A 19 H 30 – SALLE MAZENOD, 90 RUE D'AUBAGNE – MARSEILLE
AVEC LA PARTICIPATION :

– *Du théâtre de la Porte d'Aix : Dialogues d'immigrés juste avant de partir.*
– *De juristes* (Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés) qui informent sur le contenu et la signification des projets de lois.
– *Du journal Sans Frontières* : qui participera au débat et s'exprimera en tant que journal dans l'immigration.

Participation aux frais.

Soirée organisée par la CIMADE et le MRAP. Pour tous renseignements : CIMADE, 26 boulevard des Dames, 13002 – MARSEILLE. Tél : 90-49-70.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

• Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

THOMSON-ANGERS

Les effectifs diminuent Les profits augmentent

Interview de la section CFDT

L'usine Thomson d'Angers fabrique des téléviseurs couleur. La situation de l'usine et du groupe Thomson-Brandt (1), peut se résumer en quelques chiffres : chiffre d'affaires de Thomson-Brandt en 1975 : 12 556 millions de francs, en 1978 : 22 848 millions de francs. Soit, en trois ans, une progression de 82 %.

Mais du 1er janvier 1977 au 30 septembre 1979, l'effectif de l'usine d'Angers passe de 2 812 à 2 484 : 328 emplois supprimés. Et ce n'est pas fini, la CGT et la CFDT estiment que d'ici 1981, c'est mille emplois que le patron veut supprimer dans les usines d'Angers et de St-Pierre Montlimart.

Les raisons invoquées par le patron :

— La baisse du prix de vente des téléviseurs et l'augmentation des charges salariales.

C'est faux, disent les sections syndicales :

— Les prix de vente des téléviseurs ont baissé, mais les prix de revient des différents composants (2) ont aussi baissé.

— Il suffit de regarder les résultats affichés par le groupe pour se rendre compte que les ventes augmentent et que le profit augmente aussi. Le profit est masqué, d'ailleurs, par les sociétés commerciales auxquelles Thomson vend des téléviseurs, et qui ne sont que des filiales de Thomson (SDRM, CAVAM, SODAME). Pour connaître la marge totale de bénéfice, il faut ajouter à celle de Thomson-Brandt la marge effectuée par ces filiales.

Non, disent les sections syndicales, Thomson n'a pas le droit de parler de licenciement économique !

Nous avions donc demandé de rencontrer les sections CGT et CFDT de l'usine d'Angers. La section CFDT a répondu d'accord, et le soir, après le travail, nous avons rencontré trois militantes et un militant de la section. Interview est peut-être un bien grand mot pour présenter la discussion que nous avons eue autour d'une tasse de café. Ce n'est pas un compte-rendu de victoire, mais celui de la vie et de la lutte des ouvrières et ouvriers de Thomson avec leurs sections syndicales.

HR : Pouvez-vous parler de l'automatisation. Qu'est-ce que ça a changé ?

— On est moins de monde et on fabrique plus de téléviseurs que quand on était 2 800 personnes. Il y a de nouvelles machines partout : il n'y a pas que les machines à inserrer (ces machines placent automatiquement les composants sur les platines).

Il y a des postes qui vont sortir avec très peu de travail dedans, avec des écrans intégrés (moins de pièces, moins de néglages). Il y a des machines à emballer, une encolleuse. Le magasin sera mis sur informatique.

— Aux anciens postes de travail, les ouvrières étaient liées à la chaine. Elles pouvaient donc réagir collectivement. Depuis la nouvelle organisation du travail, (postes individuels), les ouvrières travaillent les unes derrière les autres, les réactions sont difficiles car elles se font individuellement. (C'est le but de la direction).

— Dans le coin où je suis, au fil, il y a une machine, elle dénude les fils et elle met les cosses en même temps, à une vitesse, c'est dingue. Sur cette machine-là, d'autres pièces vont s'adapter. Du fait de cette machine, cela supprime deux catégories de travaux : le sertissage des cosses, la préparation des coaxes. (3).

La direction profite de cette situation pour faire du chantage sur le personnel et imposer le travail en équipe par exemple.

— Avant, il y avait des contrôleurs pour tester les appareils. Maintenant, il y a un testeur qui détecte les pannes : une merveille, ça affiche tout le résultat sur un écran. Si il y a une panne, ça l'affiche.

HR : Tout ce progrès technique, ça n'améliore donc pas vos conditions de travail ?

— Pas du tout. Et les cadences ne baissent pas, au contraire. Ils profitent de tout changement de poste pour augmenter les cadences.

— Il y a des filles qui sont depuis trois mois en montée de cadence et qui n'y arrivent toujours pas.

— Ce qui est le plus dégueulasse, c'est qu'elles ont de plus en plus de mal à faire leur cadence, mais le jour où elles y arrivent, paf ! on les change de poste.

— Maintenant, on fait tout sur le poste : le reste d'insertion, on coupe les fils, on contrôle. On a plus de responsabilité mais on nous fait du chantage : si vous ne faites pas la cadence et la qualité, vous n'aurez pas la prime de contrôleuse.

— La différence n'est d'ailleurs que de 40 F. Regarde le boulot qu'on faisait avant et le boulot qu'on fait maintenant pour une différence de 40 F.

— Et ils économisent les volantes et les contrôleuses.

— On n'est pas contre l'enrichissement du travail mais il ne faudrait pas que les patrons en profitent pour aggraver nos conditions de travail en mettant des cadences plus fortes.

— En ce qui concerne les cadres, certains ont été remplacés par des jeunes il y a environ un an. Des bruits circulent que « pour d'autres, on leur conseillerait d'aller chercher du travail ailleurs ».

HR : Il y a une usine de téléviseurs couleur Thomson à Singapour. Qu'est-ce que vous dites à ce sujet ?

— On a peur que tout parte là-bas. Ils ne sont pas gênés de faire travailler les gens dans les conditions où ils les font travailler. Ils font même travailler les enfants. Ils font des bénéfices énormes.

Quand Thomson a racheté Normande en RFA, il a licencié 2 000 personnes.

HR : Comment répondez-vous ? Qu'est-ce que vous demandez ?

— On demande 35 heures, la baisse des cadences, la retraite à 60 ans, la recherche d'activités nouvelles ou complémentaires (on ne pourra pas fabriquer indéfiniment des téléviseurs).

HR : Vous demandez 35 payées 40 mais ne craignez-vous pas qu'après les ouvriers se satisfassent de 35 heures payées 35 ?

— Non. Une semaine de chômage, c'est déjà beaucoup. Deux semaines, ça n'allait plus. Les salaires sont bas, environ 2 200 F sans ancienneté.

— J'ai 190 F d'ancienneté (plus de 5 ans d'usine) et j'ai 2 370 F.

— Non, les gens ne pourront pas accepter 35 heures payées 35.

— Moi, ce qui me fait peur avec 35 heures, admettons qu'on soit payées 40, c'est qu'en 35 heures, on fasse le même travail qu'en 40.

HR : Comment organisez-vous la riposte ?

— Ça fait un moment qu'on fait des tracts avec la CGT ou la CFDT seule. On a fait des panneaux avec la CGT. On interroge les gens sur la riposte à faire. Ce qui est ressorti, c'est la grève tournante par secteur : une demi-heure par secteur et le soir rassemblement général. Le premier jour, on a été moitié moins de ce qu'on était au premier rassemblement général. On a fait le point : ceux qui étaient le plus mordus ont voulu à tout prix « continuer la lutte », comme ils disaient. Mais les gens remontaient un par un quand ils ont vu qu'on était si peu nombreux. Ça aurait été mieux de remonter tous ensemble, de montrer notre unité. On ne peut pas se battre contre le patron si on n'est que 200.

HR : Comment expliquez-vous cette difficulté à mobiliser ?

— En ce moment, les gens on la trouille. Le patron a dit qu'il y aurait 100 personnes et puis finalement le patron vient de dire qu'il y aura 170 personnes en trop en juin 1980. Il ne l'avait jamais dit avant.

— Oui, et les gens partent battus d'avance. Ils disent : si le patron licencie, c'est qu'il le faut.

— Les gens « licenciés volontaires » partent avec presque rien. Il n'y a pas de travail ailleurs, mais les gens sont rendus au bout. Ils n'en peuvent plus et avec la prime ils partent. C'est presque rien : de 5 000 F à 10 000 F, mais c'est notre dû.

— Nous, on dit : « Ce n'est pas un licenciement économique ».

— Et sur Angers, ça fait des emplois en moins qui ne seront jamais remplacés.

****

Oui, et ce n'est pas la seule entreprise qui licencie : SEO, usine d'électronique, 250 emplois en juin ; Sirugue Froseille (machine-outil), 120 emplois ; les bus d'Angers, 45 licenciements.

La période est difficile actuellement pour tous les travailleurs. Il y a des luttes très dures : à l'Alsthom ou bien les contrôleurs aériens, et le patronat et l'État ne veulent rien céder.

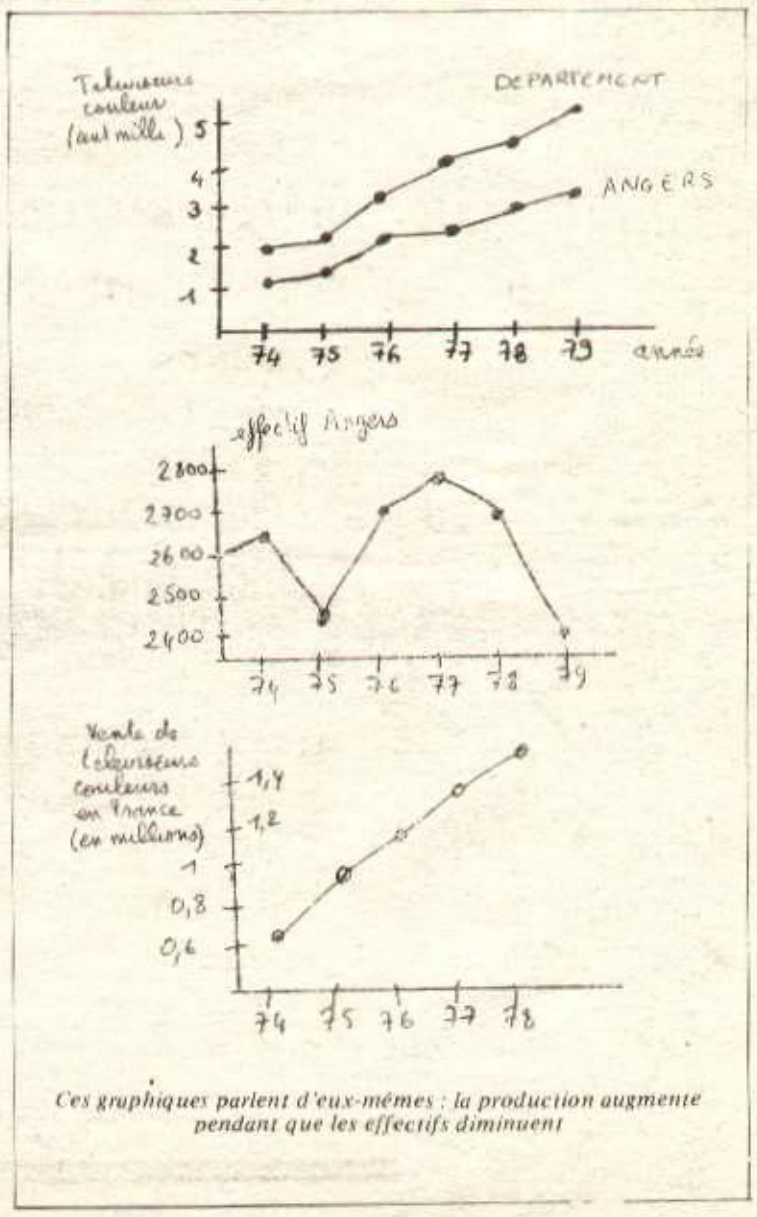
Mais ils ne pourront pas continuer à le faire si les Alsthom se multiplient. L'important est de serrer les coudes autour des sections syndicales pour se défendre, pour, lorsque les conditions le permettront, être partie prenante d'un mouvement de lutte national. C'est à ce dur travail de défense et de préparation à la lutte que nous ont paru attelés les militants de la section CFDT de Thomson.

Angers, le 19 novembre 1979

(1) Thomson comprend deux grandes filiales (entre autres) : Thomson-Brandt qui fabrique pour le « grand public » et Thomson CSF : radar, matériel pour l'armée, etc.

(2) Les éléments qui rentrent dans la fabrication d'un matériel électronique.

(3) Cables coaxiaux : c'est un cable coaxial qui relie chez vous l'antenne à votre poste de télévision.



Ces graphiques parlent d'eux-mêmes : la production augmente pendant que les effectifs diminuent